

Établissement de Belfort

206LM01/9  
(1944)

Utilisation de la main d'œuvre en France.

Réquisitions par les autorités civiles pour  
la garde des voies.

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DE L'EST

MATÉRIEL ET TRACTION

EST - MOD. 402P<sup>TER</sup>

A 28 G 1

*Réquisitions par les Autorités Civiles*  
*Garde en ville*

JB

Paris, le 22 Mars 1944

~~A28 96~~

MT/E

Subdivision du Personnel

Monsieur le Chef de la Division  
Subdivision  
d'Arrondissement  
et assimilés,

A28  
G1

Additif à Cion 24724  
du 8.3.44.

Par communication 24724 du 8.3.44, je vous ai fait connaître que les agents des échelles 10 et au-dessus requis pour la garde des voies, récoltes, etc... étaient à considérer comme en congé supplémentaire sans solde.

Je vous prie de noter que les retenues afférentes à ce congé sans solde ne doivent pas affecter les allocations familiales (AF, ASU, AFS).

P/ Le Chef du Service  
du Matériel & Traction  
KEUFFER.

Dépôt de Belfort

Les suites.

P/ Le Chef d'Arrondissement,

24.3.44.

*h. Luc*  
*h. u. Paris*

25 MAR 1944

*Genevès*



A 2896

Paris, le 30 mars 1944

Monsieur le Chef d'arrondissement

à PARIS  
VESOUL  
NANCY  
CHARLEVILLE  
REIMS

ndissement  
A28  
G1

N<sup>o</sup> 266.893

La lettre n° P.150 du 28.1.44 de M. le Directeur du Service Central du Personnel a indiqué les dispositions à prendre pour fixer les autorisations d'absence à accorder aux agents requis et des indemnités à leur attribuer.

Pour l'application des dispositions comptables prescrites les dépôts intéressés tiendront un attachement sommaire des temps de réquisition sur un relevé donnant les indications suivantes:

- Noms des agents
- Dates des réquisitions
- Lieu de la réquisition (et éventuellement distance du dépôt)
- Horaire suivi sur le lieu de la réquisition
- Horaire suivi au dépôt pendant la période écoulée entre la fin de la réquisition et le début du repos journalier prévu au tableau de service
- Nombre d'heures à retenir
- Indemnité attribuée.

Le motif du non paiement de l'indemnité ou du paiement de la moitié de l'indemnité aux agents rentrant dans le 2ème cas sera indiqué dans une colonne "Observations".

Sauf pour des cas tout à fait spéciaux, aucune proposition ne sera adressée à l'Arrondissement qui se bornera à faire contrôler sur place que les indemnités sont bien attribuées dans les conditions fixées.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef de la Division  
de la Traction

Signature \_\_\_\_\_

Monsieur le Chef de Dépôt

Belfort

Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement

31 MARS 1944

Voluc. 1<sup>re</sup> pair nla  
L. m. finis  
H. 3

ATTESTATION

Le Chef de Dépôt Principal soussigné certifie que M.  
au DEPOT de BELFORT, autorisé aux fonctions de Chauffeur de route,  
est à dispenser en permanence de la réquisition pour service de  
garde.

BELFORT, le

Le Chef de Dépôt Ppal,

B3/7  
S.N.C.F.

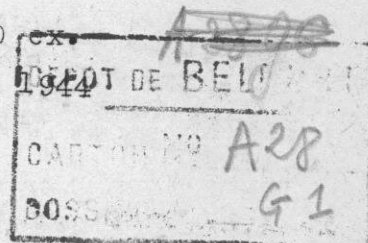
MT/E

N° 1025 PB3  
(Clf: P10a)

6 - Tirage: 100 ex.

Paris, le 16 mai 1944

MM. les Chefs de Division  
Subdivision  
d'Arrondissement  
et assimilés



Régime des agents blessés au cours de réquisition pour la garde des voies ferrées

Les agents qui sont requis par les autorités civiles pour la garde des voies ferrées sont rémunérés par l'autorité requérante.

En cas d'accident, ils reçoivent les prestations qui leur sont dues au titre de la Loi du 9.4.1898 et qui incombent à l'Etat Français. Ils sont, au point de vue S.N.C.F., considérés comme "blessés hors service sans solde" pendant leur exemption.

Je vous prie de prendre note que, par décision de M. le Directeur du Service Central du Personnel en date du 15.4.44, il conviendra de servir, aux agents exemptés de service dans ces conditions une allocation égale à la différence entre la solde qu'ils percevraient s'ils étaient considérés comme "blessés hors service avec solde" et l'indemnité journalière légale qui leur est allouée par l'Etat.

P. Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
FFER

Monsieur le Chef de Dépôt  
à Belfort

Pour les suites le cas échéant.

M. Le Chef d'Arrondissement

10 MAI 1944

*Secret*  
*à l'enc.*  
*au Paris*

*Prendre note*

11 MAI 1944



PN

SNCF-ST/B

-----  
PERS/B  
-----

N°691 Fb1

Paris, le 13 Mai 1944.

DÉPÔT DE BELFORT

A28G1

20

Messieurs les Chefs de Division  
d'Arrondissement.

Un certain nombre d'agents des Services Régionaux et du dépôt de NOISY ont reçu récemment des ordres de réquisition émanant des Communes du département de la Seine dans lesquelles ils sont domiciliés, pour participer à des travaux de réfection, en gare de NOISY, après bombardement.

Au cours de démarches effectuées dans les Mairies intéressées en vue de faire lever ces réquisitions nous avons fait valoir:

- la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre qui affecte nos agents à la SNCF au titre de requis, disposition légale excluant la possibilité de requérir ce personnel pour d'autres fonctions.
- le précédent de Seine-et-Marne, pour VAHRES ou, après pourparlers avec l'Inspecteur du Travail et de la Main-d'Oeuvre des Transports et la Préfecture de Seine-et-Marne, les agents SNCF avaient été dispensés de la réquisition, quels que soient leur grade et leur service d'attache.

Les Mairies ont aussitôt levé la réquisition; il a été simplement exigé que les intéressés se présentent avec leur lettre de réquisition et leur carte d'identité SNCF.

Je vous prie de noter que, dans des cas semblables, il appartiendra (dorenavant aux Chefs d'Arrondissement d'intervenir, avant les agents, auprès des Mairies, voire auprès des Préfectures, en accord, le cas échéant, avec l'Inspecteur du Travail et de la Main-d'Oeuvre des Transports. A cet effet, ils devront se concerter avec leurs Collègues des autres Services pour qu'un seul représentant commun des chefs d'Arrondissement fasse les démarches utiles au nom des trois Services, dans la même commune et, si c'est nécessaire, dans la même Préfecture.

P. Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
Signé: KRUPPERS.

Dépôt de Belfort

Prendre note et me saisir le cas échéant.

19.5.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,

*h. Luc*  
*20 MAI 1944*  
*M. Epailly*  
*h. P. P. P.*

*Benett*

## ORDONNANCE

relative à l'exploitation des voies ferrées comprises dans  
les territoires métropolitains libérés

Dépôt de Belfort  
A 28 61

G 1

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 3 Juin 1943 portant institution du Comité Français de la Libération Nationale, ensemble l'ordonnance du 3 Juin 1941 ;

Vu le décret du 7 Juillet 1943 fixant les attributions du Commissaire aux Communications et à la Marine Marchande ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'Organisation de la Nation en temps de guerre et le Règlement d'administration publique du 29 Novembre 1938, article 50,

Vu l'arrêté du 9 Octobre 1939 des Ministres de la Guerre et des Travaux Publics ;

Vu l'ordonnance du 14 Mars 1944 concernant l'exercice des pouvoirs civils et militaires sur le territoire métropolitain au cours de sa libération ;

Vu l'ordonnance du 24 Avril 1944 modifiant la responsabilité des chemins de fer en cas de retards, de pertes ou d'avaries dans les zones affectées par les événements de guerre ;

Vu le décret du 3 Juin 1944 réglementant les transports par chemins de fer ;

Sur le rapport des Commissaires aux Communications et à la Marine Marchande, à la Guerre et aux Finances,

Le Comité Juridique entendu,

## ORDONNE

Article 1er. - Est validé l'acte dit "Loi du 5 Août 1940" fixant les conditions d'exploitation des diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français et portant que, pendant la période s'étendant jusqu'à la date qui sera fixée pour la cessation des hostilités, sont maintenues toutes les mesures légales, conventionnelles ou réglementaires intéressant l'exploitation des chemins de fer et dont la durée de validité était égale à la réquisition totale des chemins de fer.

.....



Article 2. - Est abrogé l'acte dit "Décret du 5 Août 1940" relatif aux attributions de la Direction Générale des Transports, ensemble l'acte dit "Arrêté interministériel du 5 Août 1940" qui a rapporté les dispositions de l'arrêté du 24 Août 1939 portant réquisition des Compagnies de chemins de fer.

Article 3. - Il sera pourvu par décret :

1°) aux mesures relatives à la mise à la disposition des autorités militaires des ressources en personnel et en moyens des réseaux de chemins de fer compris dans les territoires de la FRANCE métropolitaine libérés ;

2°) à l'entrée en vigueur, dans les mêmes territoires, de l'ordonnance et du décret susvisés des 24 Avril 1949 et 3 Juin 1944.

Article 4. - La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Française et exécutée comme loi.

ALGER, le 20 Juin 1944

Par le Gouvernement Provisoire  
de la République Française,

de GAULLE

Le Commissaire à la Guerre,  
DIETHELM

Le Commissaire aux Finances  
BENDES-FRANCE

Le Commissaire aux Communications  
et à la Marine Marchande,

René MAYER

*h. Guennou  
A taper pour affichage  
13/12  
fait à  
14-12-44*

B.Y.

Copie d'un message de M. Le Directeur Général  
à Messieurs les Chefs d'Arrondissement  
-0-0-0-0-0-0-

DÉPÔT DE BELFORT	
CARTON	N° A 28
DOSSIER	G 1

"Je vous prie de noter qu'en cas d'intervention venue  
de l'extérieur, se produisant dans vos Etablissements, le Dirigeant  
local doit demander l'appui du Commissaire de Police local"

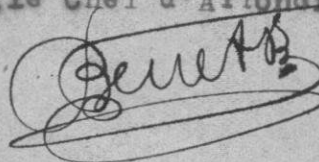
-00--0-0-00-

Dépôt de Belfort

Pour les suites le cas échéant,

14/8/44

P. le Chef d'Arrondissement,



JB

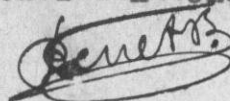
Monsieur le Chef de Dépôt à Belfort

Suite à mon transmis du 14.8 d'une copie d'un message de M. le  
Directeur Général, prière d'ajouter à la suite de ce message :

"En cas de difficultés, s'adresser à l'Intendant de Police du Chef-  
"lieu de département".

16.8.44.

P. Le Chef d'Arrondissement,



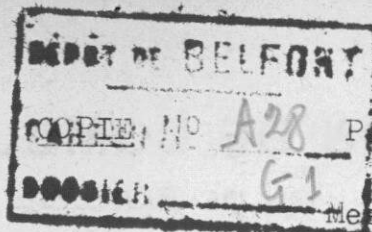
cl  
17.8.



Service Central  
du Personnel

-----  
1ère Division  
-----

N° P. 950



G - Tirage : 120 ex.

Paris, le 15 juillet 1944

Messieurs les Directeurs  
de l'Exploitation  
des Régions,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-jointe la liste des agents de la S.N.C.F. qui sont exemptés d'une manière absolue de la garde des voies ferrées (1er groupe) ou qui peuvent en être exemptés par entente entre les Chefs locaux et les Mairies (2ème groupe).

Font également partie du premier groupe :

- a) Tous Services :  
les Directeurs de l'Exploitation,  
les Chefs des Services Régionaux et leurs adjoints,  
les Chefs d'Arrondissement et leurs adjoints.
- b) Service de l'Exploitation :  
le Chef de la Division du Mouvement et son remplaçant.
- c) Service du Matériel et de la Traction :  
le Chef de la Division de la Traction et son remplaçant.
- d) Service de la Voie et des Bâtiments :  
le Chef de la Division de l'Entretien et son remplaçant,  
le Chef de la Subdivision de la signalisation et son remplaçant.

Les Préfets des deux zones ont reçu des instructions en conséquence.

Copie à  
MM. DOUDRICH,  
WISDORFF,  
RIDET,  
MONET

Le Directeur,  
signé : R. BARTH.

Copie à Monsieur WISDORFF  
Paris, le 20 juillet 1944  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services Administratifs,  
signé : MONET

MT/E

-----  
PERS

N° 351 Pb<sup>4</sup>

Copie transmise à Messieurs les Chefs  
de Division  
Subdivision  
Arrondissement  
et d'Etablissement,  
Pour gouverner.

Suite à mes transmissions NOS 256 et 209 Pb 4 des 7 décembre 1943 et 3 février 1944.

Paris, le 26 juillet 1944

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

Dépôt de Belfort.

Prendre note :

Le Chef d'Arrondissement

*Benet*

*Thiffes*

*Luc*

1 AOU 1944

31 JUIN 1944



CATEGORIES DE PERSONNEL S.N.C.F.  
A EXEMPTER DE LA GARDE DES VOIES FERREES

1<sup>er</sup> Groupe - Agents à dispense permanente ne pouvant, en aucun cas, être réquisitionnés.

Service de l'Exploitation	Service du Matériel et de la Traction	Service de la Voie et des Bâtiments
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les Chefs de gare, Stations et haltes</li> <li>- les Chefs de service de sécurité</li> <li>- les aiguilleurs</li> <li>- les agents de train</li> <li>- les Chefs de Circonscription de Mouvement et des Postes de Commandement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécaniciens &amp; chauffeurs</li> <li>- Ouvriers et manoeuvres autorisés aux fonctions de chauffeurs</li> <li>- Agents utilisés à la réparation et à l'entretien des locomotives et du Matériel roulant soumis au régime de travail de 60 heures par semaine.</li> <li>- Chefs mécaniciens</li> <li>- Contrôleurs de Traction</li> <li>- Chefs et sous-chefs de dépôt</li> <li>- Chefs de réserve</li> <li>- Chef d'Entretien</li> <li>- Chef divisionnaire d'atelier</li> <li>- S/ Chef et Chef d'atelier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gardes</li> <li>- Gardes-si- } et leurs rem- gnaux } plaçants</li> <li>- Sémapho-ristes }</li> <li>- agents chargés de l'entretien des postes à pourvoir</li> <li>- agents des trains-parcs et des équipes de réparations de destruction</li> <li>- agents des équipes de défense passive</li> <li>- agents du Service Electrique et des Signaux</li> <li>- Chef de District</li> <li>- Chef de Section</li> </ul>

2ème Groupe : Agents pouvant être requis après entente entre les Chefs de Service locaux et les Mairies

Service de l'Exploitation	Service du Matériel et de la Traction	Service de la Voie et des Bâtiments
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autres agents de Mouvement des gares</li> <li>- Les agents de l'intérim.</li> <li>- Les agents de manoeuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les visiteurs</li> <li>- Les agents utilisés à la réparation et à l'entretien des locomotives et du matériel roulant, quel que soit leur grade (ouvriers, manoeuvres, Chefs et Sous-Chefs de brigade, contremaître, etc...)</li> <li>- Les agents de service intérieur des dépôts, quel que soit leur grade (manoeuvres, manoeuvres spécialisés, Chefs et Sous-Chefs de brigade, contremaîtres, etc...).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agents des brigades de la voie (pour éviter que certaines brigades ne soient éventuellement désorganisées).</li> <li>- Certains ouvriers des grands ateliers dont la production est indispensable à la SNCF.</li> <li>- Conducteurs de draisines, de camions et d'autos.</li> <li>- Agents de la filière "inspection et contrôle" (notamment les agents réceptionnaires des bois)</li> </ul>